

CR entretien Mouseline – T. Mullie et C. Toulouse

Date et lieu : 29/10/2024 à Rosière ne Santerre (usine Mouseline)

Participants :

- Théophile MULLIE (responsable du service agricole Mouseline)
- Christian TOULOUSE (responsable amélioration continue et RSE Mouseline)
- Maxence DUBAELE (chargé de projet Clim'EauFil à la chambre d'agriculture régionale)

Entretien

L'entretien commence par une discussion autour des engagements RSE de l'entreprise et du parcours/des expériences vécues en lien avec cette thématique.

L'approvisionnement provient à 65% de 130 producteurs sous contrat (1,2 ou 3 ans). Les contrats sont sur des tonnes de matière sèche (et non pas des tonnes ou des hectares plantés). Ils se situent dans un rayon de 25km autour de l'usine. Le reste est acheté sur le marché du « spot » auprès des négoce et des producteurs. Cela représente 100 000 tonnes de pommes de terre par an, essentiellement d'origine Hauts de France et 100% françaises.

Depuis février 2024, l'entreprise fait partie d'un GIEE avec le syndicat d'alimentation en eau potable local et 14 exploitations. La Chambre d'agriculture en fait également partie pour l'animation technique.

Le sujet de l'eau apparaît immédiatement car l'entreprise est à la fois très concernée par les pollutions liées aux résidus de pesticides, de par ses approvisionnements en pommes de terre, (une des trois zones de captage locale a dû être fermée à cause de cette pollution) mais également car c'est le plus gros consommateur d'eau du secteur pour ses activités industrielles.

Le sujet de l'eau est présent sous de nombreux aspects, il apparaît bien entendu sur les questions de réduction de consommation mais aussi sur la réutilisation des eaux d'industrie tout en sachant que les eaux traitées par la station d'épuration de Mouseline sont en partie rejetées dans un ruisseau voisin, lequel dépend essentiellement de ces rejets pour assurer son débit minimal en période d'étiage. Les eaux traitées servent aussi de convoyeur de pommes de terre en assurant un flux sur la chaîne de process de l'usine.

On peut noter que 97% de l'empreinte carbone de l'entreprise provient de son scope 3, comprenant principalement les producteurs de pommes de terre et les fournitures de conditionnement.

Par ailleurs, une certification ISO 50 001 est en cours.

Nous commençons la première partie de l'entretien à propos de leur fonctionnement interne. Il n'existe pas de commission ou de stratégie dédiée à l'adaptation au changement climatique mais il y a un comité RSE, qui se réunit régulièrement et qui comprend plus ou moins des représentants de toute l'usine (directeur usine, président, un opérateur de chaîne, le responsable RSE, etc...) ainsi que des intervenants ponctuels en fonction des sujets traités. Ce comité a beaucoup travaillé sur l'atténuation et poursuit son travail en mettant en œuvre petit à petit la réglementation CSRD, ils sont pour cela accompagnés d'un cabinet de conseil. Au vu du contenu de cette réglementation, ils pensent améliorer leur durabilité sur tous les points grâce aux 1300 KPI qu'elle comprend.

Dans le futur, ces deux responsables sont disponibles et complémentaires pour représenter leur entreprise dans des ateliers de travail Clim'EauFil.

Dans la deuxième partie de cet entretien, le projet Clim'EauFil a pu être largement détaillé et plusieurs livrables leur ont été fournis. Ils les ont découverts et parcourus ensemble, notamment les éléments concernant la pomme de terre. Ils ont été très intéressés par la démarche, ils sont motivés pour participer à la suite du projet et soulignent la pertinence d'une prospective commune des pouvoirs publics régionaux. Ils confient néanmoins être parfois perdus au milieu de toutes les initiatives. Ils confirment leur volonté de s'engager mais rappellent qu'ils n'ont pas les moyens de développer et soutenir financièrement une « offre filière » ou un système de prime durabilité comme peuvent le faire certaines grandes entreprises.

Enfin, nous abordons leurs préoccupations internes vis-à-vis du changement climatique. La disponibilité de l'eau, que ce soit pour l'irrigation en période de sécheresse mais aussi pour l'usine est leur préoccupation majeure.

D'un point de vue agronomique, le prix toujours plus haut de la tonne de pomme de terre incite les agriculteurs à réduire leur rotation pour en planter plus souvent. Autrefois de 5 à 6 ans, la rotation moyenne dans le secteur est de 4 voir 3 ans, incluant les légumes d'industrie comme autre culture à forte valeur ajoutée. Cette intensification de la rotation couplée à une forte densité locale crée de bonnes conditions pour les ravageurs tels que le taupin, le doryphore ou la cicadelle. Ces derniers sont également de plus en plus favorisés par le changement climatique et les molécules chimiques pour les contrôler sont de moins en moins nombreuses. Ce triptyque crée un contexte inquiétant pour l'approvisionnement à l'avenir.

La concurrence pour le tubercule s'intensifiant et le risque climatique augmentant, l'entreprise cherche à diversifier ses approvisionnements, notamment en Seine Maritime où la concurrence belge est moins forte et permet en même temps d'avoir un deuxième bassin de collecte.

La recherche variétale pourrait être une solution car, aujourd'hui, une seule variété (Astérix) est dédiée à la production de flocons. Les autres variétés sont des pommes de terre d'industrie « classiques ». La production de flocon étant moins contraignante en termes d'aspect et de taille pour les pommes de terre, des variétés flocons pourraient nécessiter moins d'irrigation et de produits phytosanitaires mais doivent tout de même assurer un cahier des charges (taux de matière sèche, taille moyenne, homogène, conservabilité). Dans l'hypothèse où l'arrêt de la recherche variétale en pomme de terre féculé pourrait profiter à la pomme de terre flocon, cela ne sera pas suffisant et nécessitera un soutien économique. Il ne faut pas oublier que le développement d'une nouvelle variété en pomme de terre est très long (environ 14 ans).

L'entreprise a sa propre plateforme d'essai qu'elle a intensifiée cette année.

Une surveillance sur les coûts du changement climatique est effectuée en interne mais n'implique pas de changements majeurs pour le moment.

Le service agricole essaie de développer encore la contractualisation mais le cours de la pomme de terre et la concurrence ne rendent pas les choses simples.

Le taux de matière organique dans le secteur est en dessous de 2%, il n'y a quasiment plus d'élevages sur ce territoire. L'apport de matières organiques exogènes pourrait être une piste.